

La presse écrite a besoin d'une aide étatique, plaident les syndicats

AGENCE QMI

Mercredi, 1 mai 2019 22:13

MISE À JOUR Mercredi, 1 mai 2019 22:13

Une aide gouvernementale est nécessaire pour assurer la survie des médias écrits au Québec, selon les présidents des syndicats du *Quotidien* et du *Soleil*.

Les responsables syndiqués ont réclamé une telle aide, mercredi, après que notre Bureau d'enquête ait révélé que le Groupe Capitales Médias, propriétaire de six quotidiens – dont le *Soleil* et *Le Quotidien* –, est en voie de manquer de liquidités d'ici la fin de l'été afin de pouvoir continuer ses activités.

«On sait qu'on est à la traîne au niveau du financement des industries médiatiques. C'est important pour assurer la vitalité et le droit à l'information au Québec», a expliqué Jean-François Néron, président du syndicat des employés du *Soleil*.

Le directeur général de l'Institut sur la gouvernance, Michel Nadeau, abonde dans le même sens. «On reconnaît maintenant que l'information de qualité est un bien public», a-t-il dit.

Le président du syndicat du *Quotidien*, Louis Tremblay, se montre plus optimiste au vu des différents programmes déjà en place. Il situe la source du problème aux changements dans le modèle d'affaire de la presse écrite. «Toute la problématique réside dans la migration de 80% des revenus publicitaires vers les plateformes numériques, et ça s'est fait au cours des deux ou trois dernières années. Les gens n'avaient pas vu venir l'ampleur du problème.»

Les gouvernements fédéral et provincial ont annoncé divers programmes d'aide aux médias écrits dans les dernières années, dont 600 millions \$ sur 5 ans en crédits d'impôt pour aider à payer les journalistes. Le gouvernement Legault a également annoncé la création d'un comité interministériel, non pas seulement pour assurer la survie du Groupe Capitales Médias, mais bien pour l'ensemble des quotidiens de la presse écrite au Québec.

Michel Nadeau estime que certains programmes pourraient même être annoncés plus tôt que prévu, étant donné l'urgence de la situation. «Le gouvernement canadien, qui a annoncé des mesures dans le dernier budget Morneau, devra peut-être devancer certaines annonces qu'on prévoyait pour janvier 2020.»